

Numéro 20 - 19 mai 2018

**Pas de consentement, pas de pipeline!**

## **Marche militante à Vancouver contre l'expansion du pipeline Kinder Morgan**



**Pas de consentement, pas de pipeline!**

- Marche militante à Vancouver contre l'expansion du pipeline Kinder Morgan
- Le Canada a besoin d'une nouvelle direction pour l'économie
- La crise du pipeline Trans Mountain de Kinder Morgan
- Le gouvernement albertain adopte une loi restreignant les livraisons de pétrole à la Colombie-Britannique
- Le stratagème de l'État de payer les riches - *K.C. Adams*
- Désinformation au sujet des marchés asiatiques pour l'oléoduc de bitume - *Peggy Morton*
- Les affirmations contestables de Cenovus

**Les États-Unis créent encore une fois des tensions dans la péninsule coréenne**

- Politique de provocation
- La RPDC rejette le modèle américain de dénucléarisation unilatérale
- La finalisation des négociations entre la Corée du nord et les États-Unis avant le sommet - *Lee Je-hun*
- La RPDC démantèle un site d'essais d'armes nucléaires à Punggye-ri
- Les exercices de combat aérien Max Thunder ciblant la RPDC augmentent les tensions dans la péninsule
- Trente-huitième anniversaire du soulèvement populaire de Gwangju
- Calendrier d'événements

## Élections générales de 2018 au Mexique

- Sale guerre et préoccupations populaires, face-à-face - *Claude Brunelle*

## 70e anniversaire de la Nakba

- Des manifestations partout dans le monde contre les crimes d'Israël et l'ouverture d'une ambassade illégale des États-Unis à Jérusalem

**Pas de consentement, pas de pipeline!**

## Marche militante à Vancouver contre l'expansion du pipeline Kinder Morgan



Le 12 mai, environ 1000 personnes ont participé à une marche de trois heures au centre-ville de Vancouver pour réaffirmer leur détermination à empêcher Kinder Morgan d'étendre son oléoduc Trans Mountain de l'Alberta à son terminal à Burnaby. L'action, organisée par le groupe de coordination environnementale Climate Convergence, a attiré des personnes de tous les âges et de divers horizons.

Dans un discours passionné, une femme autochtone de l'Intérieur de la Colombie-Britannique a parlé de l'impact négatif que le projet aurait sur les communautés autochtones. Elle a décrit les difficultés causées par les inondations dans l'intérieur et l'indifférence du gouvernement. Les manifestants se sont ensuite mis en marche derrière des batteurs et une énorme banderole rouge qui disait : « Pas de Kinder Morgan, pas de consentement, pas de pipeline ! » Les manifestants ont scandé des slogans, souvent avec poings levés. Les automobilistes qui passaient klaxonnaient et levaient le poing pour signaler leur appui. Des piétons ont rejoint la marche et beaucoup d'autres ont pris des photos ou des vidéos. Les marcheurs se sont arrêtés devant diverses banques qui ont beaucoup investi dans Kinder Morgan et ont lancé l'appel à les boycotter. Un arrêt a également été fait devant le bâtiment abritant la salle d'audience où plus de 200 personnes sont en procès pour outrage criminel après avoir défié une injonction interdisant à des manifestants de s'approcher à moins de cinq mètres de la propriété de Kinder Morgan.





Sur les nombreuses pancartes portées par les marcheurs on pouvait lire : « Défendons la souveraineté autochtone », « Un changement du système, pas un changement climatique », « Élever les salaires, pas le niveau des eaux », « Notre revendication est très modeste: Ce monde nous appartient! » (slogan qui a suscité beaucoup d'enthousiasme), « Qui décide ? Nous décidons ! » Un article tiré du *LML* intitulé « Qui profite du projet d'extraction, de liquéfaction et d'expédition de gaz naturel de LNG Canada » a été distribué aux marcheurs et aux gens sur la rue.



## Le Canada a besoin d'une nouvelle direction pour l'économie

Le mouvement ouvrier au Canada a créé de nombreux slogans exprimant le besoin d'une nouvelle direction pour l'économie : « Arrêtez d'expédier des emplois dans les pipelines ! », « Nos ressources n'appartiennent pas aux grandes pétrolières ! », « Affinez-le là où nous l'extrayons ! », « Non à l'expédition sans transformation ! », « À qui l'économie ? À nous ! », « Industrie manufacturière Oui ! Destruction nationale Non ! » Ces slogans expriment la détermination des travailleurs à trouver des solutions aux problèmes de l'économie socialisée et à changer la direction de l'économie pour développer un projet prosocial d'édification nationale et investir le peuple du pouvoir souverain

Le gouvernement fédéral libéral et le gouvernement néo-démocrate de l'Alberta, de concert avec les monopoles de l'énergie et les grandes banques, font tout ce qu'ils peuvent pour supprimer toute discussion sur la voie à suivre. Ils affirment que le pipeline de bitume Trans Mountain (TMX) est dans l'intérêt national et qu'aucune solution de rechange n'est possible ou devrait même être discutée. On dit aux gens que les conséquences de ne pas construire le pipeline et d'expédier le bitume brut sont si graves qu'elles ne peuvent être envisagées. Des allégations exagérées sont formulées à propos de la façon dont le pipeline va générer des dizaines de milliers d'emplois, des milliards de dollars de redevances et de recettes fiscales pour financer les soins de santé, l'éducation et d'autres programmes sociaux.

Maintenant, les gouvernements Trudeau et Notley sont en négociations avec Kinder Morgan pour indemniser ou, plus exactement, pour renflouer ou subventionner son investissement privé. Beaucoup ont dénoncé cela comme scandaleux. Pourquoi les gouvernements sont-ils prêts à déboursier de vastes sommes d'argent public à des intérêts privés extrêmement riches ? Comment cela est-il dans l'intérêt national de remettre à Richard Kinder, qui sait combien de millions ou de milliards \$ et dont la fortune personnelle dépasse le prix total estimé de la production du TMX ? Pourquoi ne pas discuter de ce qui est vraiment nécessaire en Alberta et en Colombie-Britannique pour bâtir une économie diversifiée et autosuffisante et investir l'argent public dans l'entreprise publique ? Le refus de le faire est ce qui nuit à l'intérêt national.



## La crise du pipeline Trans Mountain de Kinder Morgan



Selon plusieurs commentateurs, la confrontation entre la Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral sur la question de l'oléoduc Kinder Morgan constitue une crise du fédéralisme. En ce sens, les arrangements qui ont permis dans le passé l'harmonisation des intérêts des différents niveaux de gouvernement lorsque des contradictions se sont manifestées n'existent plus. La crise est un affrontement entre autorités et plus précisément un affrontement des pouvoirs de police arbitraires au sein de chacune de ces autorités. Sous le néolibéralisme, aucun rôle n'est accordé aux compétences fédérales, provinciales et municipales ou à quoi que ce soit qui entrave les intérêts privés supranationaux des plus puissants dans les plus hautes sphères de la société. Lorsque Trudeau invoque l'intérêt national en parlant des projets que les impérialistes réclament, il se réfère à la nécessité d'utiliser le trésor de l'État pour garantir tout ce que les intérêts privés ont planifié et pour faire exécuter la décision par les pouvoirs de police. Au bout du compte, toute autorité qui ne se soumet pas à cette réclamation est détruite.

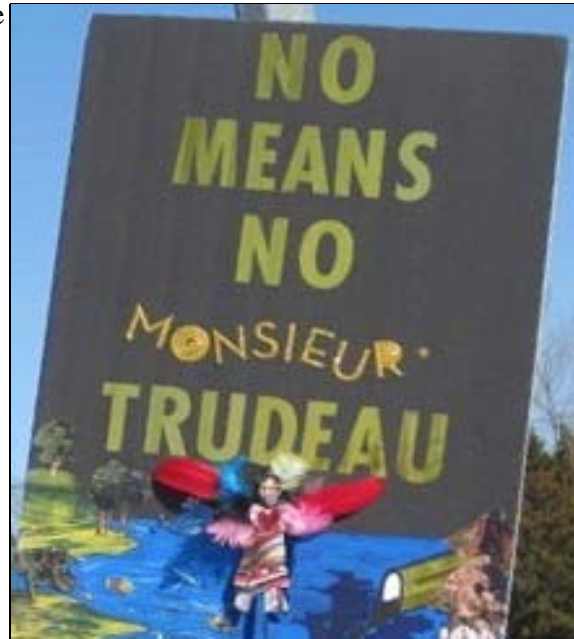
Avec le projet d'expansion de l'oléoduc de Kinder Morgan, qui a déjà reçu des millions de dollars

de fonds publics et un engagement de 1,5 milliard de dollars du « Plan de protection des océans », le nouveau stratagème de Trudeau, dans le vrai style libéral, est d'indemniser les investisseurs privés contre les pertes, les risques et les incertitudes, en mettant tout le poids des pouvoirs de police et toute la puissance financière de l'État central derrière le projet. Le projet devient officiellement conforme à l'intérêt national, quelles que soient les preuves du contraire, et aucune contestation ou même discussion n'est tolérée.

Le consentement officiel est donné par l'argent de l'État, tandis que le refus du peuple de donner son consentement est ignoré et condamné. Le projet sera réalisé sous la protection de la capacité de dicter et d'en assurer sa mise en oeuvre par le gouvernement central. Ce sont des « pouvoirs de police » qui existent au-dessus des gouvernements des lois. Ils sont exercés malgré l'opposition du gouvernement de la Colombie-Britannique, des autorités municipales, des nations autochtones et de tous ceux qui ne sont pas convaincus que le projet est dans l'intérêt public.

Le processus des consultations et des audiences de l'Office national de l'énergie s'est révélé être une fraude des plus contestables, qui n'a plus de raison d'être et dont la décision officielle est irrévocable. L'incertitude sous laquelle Kinder Morgan refuse d'opérer a maintenant « disparu », toute opposition ayant été contournée. Du moins c'est ainsi que le gouvernement Trudeau présente la situation. Tel le roi Canut, Trudeau déclare que le projet va maintenant aller de l'avant sans confrontation directe avec les nations autochtones, les gouvernements provinciaux et les autorités municipales ou sans opposition des milliers de membres préoccupés du corps politique qui n'ont pas donné de consentement éclairé.

Les gouvernements au service des puissants intérêts privés qu'il représente accuseront les institutions, les collectifs et les individus qui sont toujours fortement opposés au projet, quelle que soit la raison de leur opposition, de défier l'intérêt national et la volonté et le mandat électoral du parti cartel au pouvoir. Quiconque s'obstine à continuer de contester devra en payer le prix et verra s'abattre le plein poids des pouvoirs de police sur lui, comme l'ont déjà appris les centaines de gens ciblés par les injonctions, les arrestations et les condamnations des tribunaux. Une affaire classée qui discrédite et couvre de honte le gouvernement Trudeau et n'apporte aucune résolution juste et calme aux personnes qui contestent et s'opposent fermement à ce projet sur plusieurs fronts.



---

## **Le gouvernement albertain adopte une loi restreignant les livraisons de pétrole à la Colombie-Britannique**

Le 16 mai, l'Assemblée législative de l'Alberta a adopté le projet de loi 12, *Loi préservant la prospérité économique du Canada*. Cette loi confère à l'exécutif des pouvoirs étendus pour empêcher les livraisons de pétrole de l'Alberta vers la Colombie-Britannique, ou pour dicter



comment les hydrocarbures peuvent être transportés, par exemple par train plutôt que par pipeline, ce qui augmente les coûts.

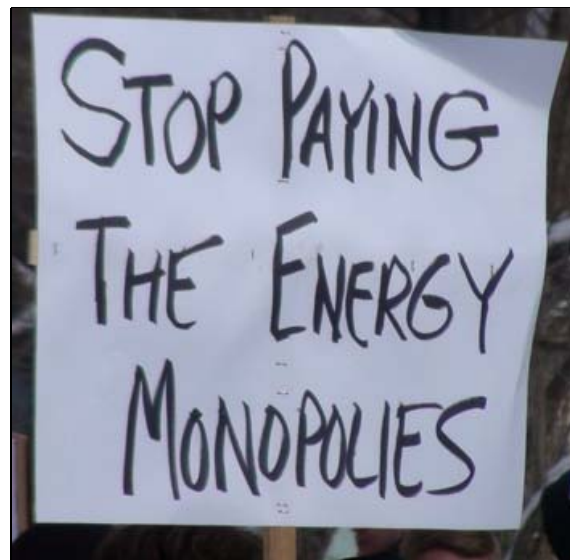
« Les Albertains, les Britanno-Colombiens et tous les Canadiens devraient comprendre que si la voie à suivre pour l'oléoduc à travers la Colombie-Britannique n'est pas réglée bientôt, je suis prête et capable de fermer les robinets », a déclaré la première ministre de l'Alberta, Rachel Notley.

La cible du projet de loi est les livraisons de pétrole raffiné à la Colombie-Britannique, ou le pétrole brut à la seule raffinerie de la Colombie-Britannique, située à Burnaby. L'oléoduc existant de Trans Mountain achemine régulièrement différents produits, notamment le dilbit (bitume dilué) et les produits raffinés comme l'essence. Seuls le brut et les condensats nécessaires pour le diluer dans l'oléoduc sont expédiés aux États-Unis. Le transport par oléoduc de ces derniers va se poursuivre, mais les exigences rattachées au permis de transport peuvent être utilisées pour bloquer les expéditions à la raffinerie de la Colombie-Britannique ou les livraisons de carburants raffinés comme l'essence, le diesel et le carburant pour les avions.

Le projet de loi 12 donne au ministre de l'Énergie l'autorisation complète d'exiger qu'une personne ou une catégorie de personnes obtienne un permis d'exportation de gaz naturel, de pétrole brut ou de carburants raffinés. Le ministre peut exiger un permis pour déterminer si c'est « dans l'intérêt public de l'Alberta » de faire ainsi en tenant compte : a) de la capacité des oléoducs à maximiser le rendement du pétrole brut et du bitume dilué produit en Alberta ; b) de la disponibilité suffisante des approvisionnements et des réserves de gaz naturel, de pétrole brut et carburants raffinés pour les besoins présents et futurs de l'Alberta et c) de tout autre aspect jugé pertinent par le ministre.

Une loi ne pourrait pas préciser plus clairement que les intérêts des plus puissants et la maximisation de leurs profits ont préséance sur les besoins et intérêts de l'économie, de la classe ouvrière et de la population canadiennes. La Loi stipule explicitement que les « parties prenantes » seront consultées avant que la Loi ne soit utilisée, ce qui rend « légal » que les intérêts privés dicteront si et quand les pouvoirs de police autorisés par la Loi seront utilisés.

La Colombie-Britannique n'a qu'une seule petite raffinerie produisant 55 000 barils par jour à Burnaby, qui ne fournit que 30 % du marché de la Colombie-Britannique. Le reste provient soit des raffineries d'Edmonton, soit de l'État de Washington, qui sont approvisionnées en partie par du pétrole de l'Alberta. La raffinerie de BC Parkland (anciennement Chevron) n'a pas pu obtenir suffisamment d'espace sur le pipeline actuel de Trans Mountain pour le pétrole brut dont elle a besoin, et environ la moitié du pétrole de l'Alberta nécessaire pour faire fonctionner la raffinerie est transportée par chemin de fer. L'Office national de l'énergie a refusé la demande de la raffinerie de lui accorder la priorité pour le transport de pétrole par oléoduc. La Colombie-Britannique est obligée d'acheter des produits raffinés auprès des raffineries de l'État de Washington, qui sont considérées comme les plus rentables en Amérique du Nord. Ces arrangements mènent à des prix de l'essence très élevés en Colombie-Britannique. Ils nuisent à l'économie de la Colombie-Britannique, à la population de la Colombie-Britannique et siphonnent la valeur ajoutée produite par la classe ouvrière de la Colombie-Britannique au profit des monopoles mondiaux qui possèdent les raffineries de l'État de Washington.



La Loi 12 vise à autoriser l'utilisation du pouvoir exécutif par les monopoles les plus puissants pour contourner les lois et les accords existants tels que le New West Partnership Trade Agreement (NWPTA) et l'Accord de libre-échange canadien (ALEC). Le gouvernement de l'Alberta a déclaré que « le New West Partnership Trade Agreement (NWPTA) est « un partenariat économique novateur entre les gouvernements de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de la Saskatchewan ». S'appuyant sur le TILMA (Accord sur le commerce, l'investissement et la mobilité de la main-d'oeuvre), le NWPTA crée la plus grande zone de libre-échange interprovinciale du Canada « assurant la libre circulation des biens, services, investissements et travailleurs ». L'article 301 de l'Accord de libre-échange canadien dont l'Alberta est signataire stipule qu'« une province n'adoptera ni ne maintiendra de mesures qui restreignent ou empêchent le mouvement des marchandises par-delà les frontières provinciales ou territoriales ». Les deux ententes prévoient des mécanismes de règlement des différends.

Tous les Canadiens devraient s'inquiéter de l'utilisation des pouvoirs de police pour s'adonner à la destruction et punir les Britanno-Colombiens pour leur opposition à l'expansion de Trans Mountain. Le Canada est tenu en vertu de l'ALÉNA de ne pas réduire la proportion de sa production totale destinée aux États-Unis. L'économie socialisée canadienne est ainsi subordonnée aux besoins de l'empire américain, tandis que des lois sont adoptées pour permettre que des Canadiens soient privés de produits essentiels, tout en maintenant l'écoulement du pétrole brut ou du bitume vers les États-Unis par l'oléoduc actuel de Trans Mountain. Les Albertains et les Canadiens ne peuvent accepter cette définition de « l'intérêt public » ou de « l'intérêt national ».

---

## Le stratagème de l'État de payer les riches

- K.C. Adams -



Kinder Morgan a dit que deux conditions doivent être remplies d'ici le 31 mai sinon il va abandonner son projet de construire l'oléoduc Trans Mountain pour transporter du bitume d'Edmonton à Vancouver : 1) une clarification finale de sa capacité à construire le projet passant par la Colombie-Britannique ; 2) une protection adéquate des actionnaires de Kinder Morgan Canada Ltée (KML).

De nombreux commentateurs ont dénoncé la bravade de Kinder Morgan comme un camouflage d'un projet voué à l'échec ou un projet du moins dont les intérêts privés pourraient tirer profit uniquement avec l'addition de fonds publics, de garanties et d'infrastructure publiques. Certains

ont dit que l'expansion de l'oléoduc Trans Mountain a manqué de viabilité commerciale dès le début et a nécessité des subsides gouvernementaux à chaque étape du développement, de même que de l'infrastructure financée par l'État.

En ce qui concerne l'infrastructure, un économiste mentionne spécifiquement au Plan de protection des océans du gouvernement fédéral qui va nettoyer tout déversement de bitume dans la baie Burrard ou dans la mer des Salish. La possibilité que du bitume gluant se retrouve dans les eaux côtières inquiète beaucoup de gens. Afin de dissiper la peur d'un désastre ou pour être prêt si un désastre se produit, le gouvernement Trudeau vante le Plan de protection des océans comme une assurance que tout va finalement bien se passer. Qui va payer pour l'assurance, cependant, si on accepte que c'est une assurance ? Comme les autres investisseurs impérialistes, Kinder Morgan est d'avis que l'infrastructure nécessaire doit être fournie gratuitement par l'État. Il considère l'infrastructure nécessaire et l'investissement requis par le projet comme deux choses séparées. En plus, ne pas fournir l'infrastructure publique irait à l'encontre du diktat de Kinder Morgan que l'État doit garantir ses profits provenant du projet.

La « clarification finale » et la « protection adéquate » que demande Kinder Morgan sont liées à l'absence de consentement pour le projet de la part du corps politique de Colombie-Britannique et de plusieurs en Alberta qui le considèrent comme un projet d'« extraction-expédition » qui ne contribue pas à la diversification de l'économie et rend la province encore plus vulnérable face aux crises économiques récurrentes.



Le gouvernement Trudeau a répondu servilement en s'engageant à « indemniser » les investisseurs privés de Kinder Morgan contre le risque de ne pas toucher le profit escompté de l'oléoduc de transport de bitume. L'engagement du gouvernement fédéral s'accompagne de lourdes menaces contre tous les opposants à l'oléoduc que les pouvoirs de police vont être intensifiés pour les faire taire et écraser leur résistance. Avec les fonds publics qui sont en péril si le pipeline n'est pas construit, le gouvernement Trudeau a ajouté un élément d'urgence et de nécessité à la réalisation du projet, le déclarant une question d'intérêt national.

Les défenseurs de l'oléoduc soulèvent la question des emplois et des revenus perdus si le projet ne va pas de l'avant. Cela vise à faire passer les opposants pour des gens opposés à tout développement et aux travailleurs et à leur besoin en travail et en revenus. En fait, toute activité économique requiert des emplois et des travailleurs pour faire le travail. C'est le cas de tout projet, qu'il soit futile ou criminel. Devrions-nous alors, en tant que Canadiens pensants et préoccupés accepter n'importe quel projet parce qu'il crée des emplois et nous taire quand les impérialistes engagent des gens qui crient aux emplois ? La guerre et les préparatifs de guerre créent des emplois. Devrions-nous demander une guerre parce que cela va créer des emplois ? La comparaison n'est pas farfelue. Plusieurs font remarquer depuis des décennies que l'expédition de matières premières n'est pas une façon de bâtir une économie moderne. L'exportation de billots de bois bruts est un exemple d'une activité en Colombie-Britannique qui n'a pas contribué à diversifier et solidifier l'économie et à la rendre capable d'assurer sa reproduction élargie sur la base de ses propres forces.

De toute façon, les gens doivent demander comment il se fait que des fonds publics ont déjà été accordés à un projet privé, que de l'infrastructure financée par l'État est construite pour appuyer ce projet privé, et pourquoi le gouvernement fédéral a maintenant offert des fonds illimités pour indemniser ce projet. Ces gestes ne vont pas atténuer l'opposition. En fait, ils vont amener plus de gens à faire enquête et à demander comment il se fait que l'État fournit des fonds et permet à un



projet privé de parrainage américain d'extraire le bitume albertain et de l'expédier par les eaux côtières de la Colombie-Britannique.

## Les stratagèmes pour payer les riches en faveur de Kinder Morgan

Dans un article paru dans le *Vancouver Sun* le 30 avril, l'économiste Robyn Allan mentionne les différents subsides de type payer-les-riches que Kinder Morgan a déjà reçus pour l'expansion de son oléoduc de bitume Trans Mountain.

Personne n'a remis en question ses données. Les fonds publics et l'infrastructure fournis à Kinder Morgan illustrent que le projet était précaire dès le début et avait besoin de stratagèmes pour payer les riches et d'infrastructure pour le soutenir. Elle écrit :



L'expansion du Trans Mountain n'a jamais été viable commercialement. Elle a nécessité un appui sans précédent dès le début en 2011 quand l'Office national de l'énergie (ONE) a approuvé des frais spéciaux de 286 millions \$ dont ne voulaient pas les producteurs canadiens de pétrole [sic]. Chevron avait qualifié ceci à l'époque de 'précédent extraordinaire... S'il (Kinder Morgan) a besoin de financement, il doit aller le trouver sur le marché'.

L'ONÉ a approuvé plus tard une augmentation de plus du double du péage sur l'oléoduc existant qui dessert la Colombie-Britannique et l'État de Washington pour aider à en financer un nouveau qui dessert les marchés outremer — un subside de plus de 350 millions par année à partir d'une canalisation vieille de 65 ans ...

Puis, il y a eu le 1,5 milliard \$ provenant du Plan de protection des océans dont le gouvernement Trudeau a confirmé qu'il s'agit d'un subside quand il a menacé de l'annuler si le projet échoue.

La recherche par Kinder Morgan de financement gouvernemental n'est pas quelque chose de nouveau. La compagnie a suivi cette voie ces cinq dernières années.

Alors qu'elle tenait des rencontres avec l'Alberta pour obtenir de l'appui financier, la compagnie a dit à l'ONÉ que le projet serait financé entièrement par sa société mère du Texas Kinder Morgan Inc. (KMI). Dès la fin de 2014, KMI connaissait des difficultés financières et ne pouvait plus livrer la marchandise.

En tant qu'intervenante experte, j'ai averti l'ONÉ que le financement du projet était compromis. L'ONÉ a ignoré l'avertissement. Il a même effectué son examen sur la base d'un projet périmé. L'ONÉ a maintenu son évaluation d'un coût de 5,4 milliards \$ pour le projet, inscrivant ce montant dans son rapport de mai 2016 alors que Kinder Morgan avait annoncé en octobre 2015 que le coût du projet avait maintenant atteint les 6,8 milliards \$.

En mars 2017, les coûts ont encore augmenté atteignant 7,4 milliards \$, 40 % de plus que l'estimation initiale. À ce moment-là, les marchés américains de capital privé ont rejeté sommairement l'expansion. Kinder Morgan a été incapable d'obtenir des prêts ou du capital-actions et aucun partenaire ne s'est présenté pour une coentreprise. Les investisseurs américains savaient que les jeux étaient faits.

Kinder Morgan s'est alors tourné vers le gouvernement canadien et les marchés de capital canadiens. La compagnie a reconnu que sa recherche d'appui financier comprenait aussi le

Régime de pensions du Canada et le Fonds sur l'infrastructure.

En mai 2017, Kinder Morgan a vendu 30 % de ses avoirs canadiens dans un appel public. Les recettes n'avaient rien à voir avec l'expansion. Le 1,7 milliard \$ qui a été amassé a été retiré de l'économie canadienne pour payer la dette de la société mère du Texas.

KMI a alors annoncé que l'entité canadienne allait être responsable de la collecte de tout le financement requis par le projet bien que KMI en était encore propriétaire à 70 %. Aucune mise à jour sur les négociations avec les sources gouvernementales à Ottawa n'a été publiée. La société mère s'était lavé les mains de toute responsabilité du financement tout en gardant la majorité de tous les bénéfices pour les investisseurs américains de KMI.

En juin, les banques canadiennes ont alors conclu un emprunt de 4 milliards \$ pour la construction, assortie d'un milliard \$ supplémentaire éventuel si les coûts dépassaient 7,4 milliards \$. Les banques canadiennes sont bien au fait que l'estimation de capital nécessaire à l'expansion est probablement beaucoup trop basse.

Kinder Morgan a alors amassé 550 millions \$ en actions privilégiées par le biais des mêmes banques canadiennes. Les coûts actuels du projet et les frais financiers démontrent qu'il reste encore 2 milliards \$ en capitaux non capitalisés.

Et ce n'est pas tout. Avant que la construction commence, il faudra encore plus de capital-actions. Kinder Morgan ne présente pas avec franchise l'escalade des coûts du projet. Au lieu de cela, son ultimatum récent au sujet de la date-butoir du 31 mai mentionne que 'KMI ne met pas à jour son estimation des coûts et des échéanciers en ce moment'.

Pourquoi pas ? S'il n'y a jamais eu un moment où le public canadien a eu le droit de savoir quel est le coût probable de l'expansion, c'est bien maintenant. Surtout que les contribuables vont maintenant devoir payer la note.

Compte tenu de la savante stratégie de brouillage des coûts de Kinder Morgan et des contrats qui doivent encore être finalisés, les coûts directs du projet pourraient dépasser les 9 milliards \$.

Les pourparlers privés avec les politiciens dont le comportement désespéré suggère qu'ils manquent de sens des affaires nécessaire pour connaître les coûts probables du projet avant de les accepter mettent tous les Canadiens en sérieux péril financier. Ou alors le gouvernement Trudeau a l'intention de cacher les dépassements de coûts pour justifier le sauvetage d'un projet qui a déjà coulé depuis longtemps.



---

## Désinformation au sujet des marchés asiatiques pour l'oléoduc de bitume

*- Peggy Morton -*

Un conte a été savamment inventé et constamment répété voulant que l'expansion de l'oléoduc Trans Mountain de Kinder Morgan (TMX) ouvrira l'accès aux marchés asiatiques et que les États-Unis ne seront plus l'unique marché pour le pétrole canadien. L'objectif de cette désinformation est de diviser le corps politique et d'attaquer la résistance contre le règne des oligarques en suggérant que le projet va réduire l'intégration du Canada dans la Forteresse Amérique du Nord.

« Nous sommes déterminés à ce que cet oléoduc soit construit. C'est dans l'intérêt national. Cela n'a aucun sens pour nous de continuer d'offrir des rabais de 15 milliards \$ sur nos ressources pétrolières parce que nous sommes pris au piège d'un marché américain. Nous devons trouver de nouveaux débouchés pour nos ressources », a déclaré Trudeau.

Si l'objectif était l'accès aux marchés asiatiques, le tracé de l'oléoduc Northern Gateway vers le port britanno-colombien à Kitimat serait plus avantageux. Northern Gateway est une route plus rapide vers l'Asie (16 jours par rapport à 17 jours en Chine). Northern Gateway a proposé de faire l'expédition avec de très gros transporteurs de brut (TGTB), qui peuvent contenir environ 2 millions de barils de pétrole. Le plus grand transporteur que le terminal Kinder Morgan Westridge dans la baie de Burrard à Vancouver peut accueillir est l'Aframax, qui contient environ 750 000 barils de pétrole.

Lorsque la Cour suprême a statué que le gouvernement Harper avait manqué à son devoir de consultation et d'accommodement envers les Premières nations dans le cas de Northern Gateway, le gouvernement Trudeau aurait pu mener des consultations et faire des accommodements suffisants pour satisfaire la cour. Mais il a choisi d'abandonner le projet et a appuyé de tout son poids le TMX.

Si la destination principale du bitume expédié via Trans Mountain n'est pas l'Asie, mais les raffineries de l'État de Washington et de la Californie, Vancouver aurait alors l'avantage évident. Vancouver est à quelques pas seulement de certaines raffineries de l'État de Washington et un jour plus près de la Californie. L'oléoduc actuel de Kinder Morgan (KM) qui se rend à Burnaby est déjà relié par oléoduc à Puget Sound, dans l'État de Washington, l'une des régions les plus militarisées du monde. Avec TMX, les sables bitumineux demeureront une réserve pour les États-Unis et leur objectif de sécuriser l'énergie pour la Forteresse Amérique du Nord, surtout en prévision de la guerre. Que l'Office national de l'énergie (ONE) ait approuvé le projet sans même avoir enquêté sur les affirmations douteuses de KM concernant la hausse des prix et l'augmentation des marchés en Asie, ne fait que démontrer la fraude du processus d'approbation.

Préoccupé par la croissance rapide de l'extraction du schiste bitumineux aux États-Unis, le Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) a déclaré en 2010 que l'accès aux marchés asiatiques était crucial en tant qu'outil de négociation. Dire à l'administration américaine que le pétrole peut être commercialisé ailleurs est dénué de sens si aucun moyen n'existe pour le faire, a dit le CCCE, notant qu'un oléoduc qui se rend jusqu'à la côte pourrait être utilisé pour expédier le bitume vers les marchés américains et asiatiques.[1]

La Californie, et non l'Asie, a été citée par KM comme le principal marché ciblé dans sa demande initiale à l'ONÉ. Le consultant de KM, Steven Kelly, a dit : « Il n'y a pas un butin d'or qui nous attend, ce n'est pas aussi simple que de dire 'si j'apporte mon brut en Asie, j'obtiendrai ce prix' ». Cependant, après que le gouvernement Harper ait fait de Kelly un membre du conseil à temps plein de l'ONÉ, la nouvelle firme-conseil de KM, Muse Stancil, a mis l'accent sur l'Asie comme marché primaire et a minimisé la côte ouest américaine. Les nouveaux consultants ont dit que la réglementation californienne sur la réduction des émissions de carbone découragerait l'accès à son marché pour le bitume dilué ou les mélanges de pétrole lourd de l'Alberta provenant des sables bitumineux.[2]

Contrairement à cette affirmation, le rapport de l'ONÉ intitulé *Projet d'agrandissement Trans Mountain*, en date du 20 mai 2016[3] identifie les marchés potentiels pour le pétrole expédié via le TMX comme l'État de Washington, la Californie et l'Asie de l'Est, selon les preuves fournies par les expéditeurs et le consultant texan Muse Stancil. Treize expéditeurs ont signé des contrats fermes de 15 à 20 ans pour un montant de 710 000 barils/jour. Cela représente 80 % de l'espace disponible sur le tracé d'oléoduc, les 20 % restants étant réservés aux volumes ponctuels requis par l'ONÉ. Aucun expéditeur avec un contrat ferme n'a fourni de preuve concernant les marchés



asiatiques potentiels. BP et Tesero (un monopole américain du raffinage qui n'utilise pas les sables bitumineux comme matière première) voulaient un accès garanti au pétrole albertain pour leurs raffineries américaines.

Les obligations contractuelles des expéditeurs avec KM les forcent à payer du moment que l'oléoduc est construit, même s'ils n'expédient pas de pétrole. Aucun monopole ne va signer un tel contrat sans être certain de son marché. Mais l'ONÉ n'a pas posé de questions sur les détails des contrats fermes autres que l'argent mis en cause, qu'il a accordé à KM comme crédit. Même si l'ONÉ est chargé d'enquêter sur les projets énergétiques, il évite d'enquêter sur les renseignements fondamentaux sous prétexte de ne pas s'immiscer dans les « décisions d'affaires privées ».

## **Le marché de la côte ouest des États-Unis**

La côte ouest des États-Unis (l'Administration du pétrole pour la Défense district V — APDD5) n'a pas de liens par oléoduc avec les champs de pétrole et les raffineries américaines de la côte du Golfe du Mexique ou avec le pétrole provenant des schistes du Dakota du Nord ou des raffineries du Midwest américain. L'État de Washington du nord-ouest a cinq raffineries ayant une capacité combinée de plus de 630 000 barils par jour approvisionnées par pétrolier, oléoduc ou train. Environ la moitié provient des champs pétroliers de l'Alaska où la production diminue d'année en année. L'oléoduc de Kinder Morgan qui existe dans la vallée du bas Fraser en Colombie-Britannique fournit près de 28 % de pétrole dont une partie est revendue au Canada, une fois raffiné. Ce qui reste est un pétrole de schiste grandement volatil qui est expédié par train à partir du Dakota Nord.

Les raffineries de Washington ont toutes réservé une plus grande capacité sur le TMX. Un de ces raffineurs, Tesero (maintenant Andeavor), qui exploite des raffineries à Washington et en Californie, a déposé un mémoire auprès de l'Office national de l'énergie (ONÉ) en 2011 contre la construction du TMX, affirmant que celui-ci détournerait le pétrole des raffineries américaines vers des acheteurs à l'étranger. Andeavor est maintenant un expéditeur contractuel ferme avec TMX, bien qu'il n'ait aucune production en Alberta.[3]

Les sources traditionnelles de pétrole en Californie, soit l'Alaska et la production dans l'État même, sont à la baisse. Les champs de pétrole de l'État ne comptent plus que pour 31 % de la consommation totale de pétrole et les champs de l'Alaska, pour 12 %. La plus grande partie du pétrole consommé est importée, les principales sources étant l'Arabie saoudite, l'Équateur, la Colombie et le Koweït. Le Canada en fournit moins de 4 % en ce moment.

En termes de capacité de raffinage, la Californie est la troisième en importance aux États-Unis. La Californie exige que tous les véhicules consomment une essence reformulée, un mélange spécial d'essence produite uniquement en Californie, à Washington et sur la côte du Golfe. Les raffineries de la côte du Golfe n'ont pas produit d'essence reformulée depuis 2011, donc le produit raffiné intégral de la Californie provient de l'État lui-même ou de l'État du Washington.

Le système californien de plafonnement et d'échange sur le marché du carbone exige des raffineurs qu'ils abaissent l'intensité des émissions de carbone de leurs sources de pétrole brut ou qu'ils achètent des crédits. L'augmentation de pétrole léger provenant de l'Asie de l'Ouest et de l'Amérique latine a diminué les taux d'émission de carbone dans son ensemble. Cependant, cette augmentation d'importations va à l'encontre de la volonté des États-Unis de réduire les importations de pétrole étranger. Les États-Unis ne considèrent pas le pétrole provenant du Canada comme étant du pétrole étranger.

Dans son rapport à l'ONÉ, la firme-conseil de KM Muse Stancil a reconnu l'existence d'une forte demande de pétrole brut lourd en Californie, alors que le brut de la Californie et le pétrole du Canada ont plusieurs caractéristiques communes. Cela veut dire que le bitume des sables

bitumineux convient bien aux raffineries de la Californie. Cependant, selon la firme, son avantage économique est affaibli par les Normes de carburant faible en carbone de la Californie. Alors que le système de classement de la Californie décourage les importations de pétrole valorisé de l'Alberta, certaines variétés de bitume possèdent un classement plus favorable que le pétrole de l'Alaska, et un classement en intensité de carbone bien en-dessous de celui des grands champs pétrolifères de la Californie. [5] Ces faits sont bien connus de KM et de sa firme-conseil.[6] Le classement favorable est toujours en vigueur bien que la Californie ait récemment modifié à la hausse le classement de plusieurs variétés de pétrole des sables bitumineux..[7]

Pourquoi tout ce subterfuge au sujet d'ouvrir le marché de l'Asie par le biais du TMX ? Peut-être que déclarer un « intérêt national » pour le Canada sert à détourner des investissements qui pourraient servir à bâtir une économie canadienne autosuffisante, diversifiée et socialisée vers l'annexion à la Forteresse Amérique du Nord, et que la mobilisation continue pour les préparatifs de guerre des États-Unis sur la côte ouest du pays augmenteraient l'opposition au TMX.

## Notes

1. Conseil canadien des chefs d'entreprise (maintenant le Conseil canadien des Affaires), croissance nette 2,0, 8 novembre 2010.
2. Andrew Nikiforuk dans The Tyee, 21 mars 2018
3. Pour le texte intégral du rapport de l'ONÉ, cliquer [ici](#).
4. Le Grand projet de Kinder Morgan, The Tyee, 2 juin 2011
5. Les taux d'intensité de carbone qui suivent en vertu du régime californien indiquent pourquoi le dilbit ou un mélange de bitume provenant des sables bitumineux pourrait se trouver un marché en Californie. Alaska 12,23, Californie San Ardo 27,26, California Midway Sunset 25,05, les sables bitumineux de Kearl Lake Alberta d'Imperial Oil 12,05, le mélange dilbit des sables bitumineux de Cenovus Christina 13,34
6. Le gouvernement albertain a récemment versé 90 millions \$ à neuf monopoles dans les projets de sables bitumineux, qui visent prétendument à réduire les émissions de carbone et les coûts de production en réduisant la chaleur requise dans le processus d'extraction in situ et en les rendant plus concurrentiels mondialement.
7. Cliquer [ici](#)

---

## Les affirmations contestables de Cenovus

Alex Pourbaix, le PDG du géant du secteur énergétique Cenovus, prétend que l'économie canadienne perd 15,6 milliards \$ par année en raison du bas prix du bitume. Cette affirmation est douteuse pour plusieurs raisons. D'abord, le prix qu'il attribue au bitume est plutôt celui d'un mélange qui porte le nom de Western Canadian Select. Ce mélange a été créé en 2004 pour servir de standard suite à la fermeture de l'oléoduc de Keystone aux États-Unis en raison d'un déversement qui a fait augmenter les stocks en Alberta. Ensuite, pour arriver au même chiffre que celui invoqué par le PDG, il faut compter chaque baril de pétrole produit au Canada comme s'il était du bitume non transformé exporté aux États-Unis, ce qui n'est pas vrai. Enfin, ce prix est basé sur des spéculations faites au sujet du prix du pétrole exporté vers les marchés asiatiques avant que les États-Unis ne baignent dans le pétrole léger issu de la fracturation, que le

gouvernement américain ne lève son moratoire sur l'exportation du pétrole et que de nouvelles installations d'exportation énergétique ne soit complétées le long de la côte du Golfe du Mexique. Comme les exportations de pétrole produit à bon marché à partir des États-Unis sont sur le point d'augmenter, envisager un prix avantageux pour l'exportation vers l'Asie de Western Canadian Select semble plutôt utopique.

Prétendre perdre 15,6 milliards \$ par année parce qu'on empêche le bitume d'être exporté en Asie est un subterfuge pour obscurcir qui est responsable des torts faits à l'économie canadienne, en particulier la récente crise économique en Alberta en raison de la chute des prix du pétrole en 2014 et de la nature unidimensionnelle de l'économie.



Cenovus ne fait aucune transformation du pétrole au Canada. Il a plutôt obtenu une action dans deux raffineries dans le Midwest des États-Unis. Il se vend lui-même du bitume, ou plutôt aux deux raffineries dont il est en partie le propriétaire, à des bas prix et ensuite il l'affine et vend le produit raffiné pour en retirer d'énormes profits. Cependant, l'extraction et l'expédition d'une quantité de bitume qui dépasse la capacité d'affinement des raffineries du Midwest pose problème. La faible capacité d'affinement est un problème généralisé aux États-Unis, il est difficile d'avoir accès aux marchés californien pour diverses raisons et le pétrole issu de fracturation offre une forte concurrence. Tous ces facteurs rendent la vie difficile à Cenovus. La solution, selon Cenovus, serait TMX, mais surtout pas remettre en cause la direction actuelle de l'économie.

Le fait que des intérêts se heurtent sur la question de TMX ne veut pas dire que celle-ci se résume à ceux qui sont « pour » l'oléoduc et ceux qui sont « contre ». La classe ouvrière et les peuples autochtones sont privés de leur droit de prendre les décisions qui affectent leur vie. Pour prendre des décisions il est nécessaire d'être informé à partir de faits pertinents et d'avoir un forum public où les choses peuvent être débattues et analysées, après quoi on décide d'une direction et d'actions à prendre pour résoudre le problème. Ce n'est pas ce qui se passe aujourd'hui. Aujourd'hui, de puissants intérêts privés et leurs représentants politiques prennent toutes les décisions en huis-clos et ensuite les annoncent au monde entier comme des vérités qu'on ne peut remettre en cause et même comme s'il y allait de l'intérêt national, comme avec TMX.

En 2017, Cenovus a rapporté un revenu brut de ventes de 17,314 milliards \$ et une valeur ajoutée brute (comprenant les bénéfices de la société et les intérêts) de 3,705 milliards \$. Il n'a payé aucun impôt, et dans son bilan financier il a indiqué un « remboursement d'impôt ». Cenovus a versé 230 millions \$ en redevances sur les sables bitumineux, 41 millions \$ en redevances sur le pétrole conventionnel, et zéro redevance sur le gaz naturel. Ensemble, les redevances et les impôts comptent pour 1,56 % du revenu brut et 7,3 % du profit privé déclaré de la société et des intérêts. Mis à part les redevances de 271 millions \$, le bilan financier n'indique pas ni ne réalise (ne paie) la valeur estimée des subsides reçus par Cenovus des institutions publiques, y compris le droit d'exploiter les ressources naturelles du Canada, la recherche et le développement publics, l'approvisionnement continu en travailleurs ayant les compétences, l'éducation et la santé requises par la compagnie, sans parler des grands projets d'infrastructure publics sans lesquels aucune compagnie ne peut fonctionner.

Que dire de la promesse d'emplois ? Cenovus a augmenté sa capacité de production des sables bitumineux de 102 510 barils par jour en 2013 à une quantité prévue de 360 000 à 380 000 barils par jour tout en réduisant la production conventionnelle de pétrole d'environ 20 000 barils par jour. En même temps qu'il a triplé la production brute, il a décimé la main-d'oeuvre et il continue



de le faire. Lorsque ses mise-à-pied actuelles seront terminées, Cenovus — malgré une production accrue — aura congédié près de 2 500 travailleurs depuis 2013, pour la plupart ses propres employés mais aussi des sous-traitants. Les riches oligarques comme le PDG de Cenovus soulèvent tout un tollé comme quoi ce sont eux qui vont créer les emplois, contribuer de l'argent sous forme de redevances et d'impôts, et « obtenir les meilleures ententes et les meilleurs prix » pour les ressources canadiennes. Aussi tout cela est sensé on ne sait trop comment mener à de meilleurs programmes sociaux et services publics même si l'exigence incontournable de leurs représentants politiques est l'austérité pour le peuple et des magouilles pour payer les riches pour les monopoles.

Rien de cela ne tient la route lorsqu'on examine les faits. D'abord et avant tout, l'objectif des oligarques est entièrement intéressé et n'a rien à voir avec l'intérêt public. Leur objectif est le profit maximum pour remplir leurs coffres et ceux de leurs empires. Les ressources naturelles du Canada et les emplois ne sont que des objets d'exploitation aux yeux des oligarques pour qu'ils puissent exproprier leur livre de chair de la valeur nouvelle que les travailleurs produisent. Rien sauf le profit privé n'a d'importance pour ceux qui contrôlent actuellement l'économie socialisée et la politique au Canada y compris le bien-être du facteur humain et la santé de la Terre-Mère.

### Note

Cenovus est un monopole énergétique basé à Calgary. Il a récemment obtenu la part des intérêts de Conoco-Phillip dans plusieurs projets et est maintenant l'unique propriétaire de trois projets de sables bitumineux — Foster Creek, Christina Lake et Narrows Lake. Il produit aussi du pétrole conventionnel au Deep Basin, une région riche en pétrole et en gaz aux limites de la frontière entre l'Alberta et la Colombie-Britannique. S'il produit du gaz naturel, c'est surtout pour alimenter son exploitation des sables bitumineux.

---

## Les États-Unis créent encore une fois des tensions dans la péninsule coréenne

### Politique de provocation



Manifestation contre les manoeuvres militaires Max Thunder devant l'ambassade des États-Unis à Séoul, le 16 mai 2018

La Déclaration de Panmunjom signée le 27 avril par les dirigeants de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et de la République de Corée (ROC) a marqué des progrès importants par des mesures pour trouver une solution pacifique aux problèmes de la division de la nation coréenne et des dangers de guerre sur la péninsule coréenne. La République populaire démocratique de Corée (RPDC) a posé plusieurs gestes proactifs à l'intention des États-Unis dans l'intérêt de la paix et des relations bilatérales positives. Par exemple, trois citoyens des États-Unis d'origine coréenne incarcérés après avoir été inculpés et condamnés de crimes contre l'État ont été libérés le 9 mai. La RPDC a aussi accepté la proposition américaine de tenir le sommet entre les États-Unis et la RPDC, qui doit se tenir le 12 juin, à Singapour plutôt qu'à Pyongyang, la capitale de la RPDC, comme celle-ci l'avait proposé. Surtout, la RPDC s'est engagée à démanteler son site d'essais de missiles nucléaires à Punggye-ri devant le monde entier et les préparatifs du démantèlement ont déjà commencé.

Au moment même où sont faites ces ouvertures diplomatiques et de paix dans l'intérêt de relations positives et de la cause de la paix dans la péninsule coréenne, les États-Unis tiennent les exercices de guerre conjoints de combat aérien Max Thunder 2018 en Corée du sud qui ont débuté le 11 mai et se terminent le 25 mai. Ces exercices mobilisent plus de cent avions, dont un bombardier nucléaire stratégique B-52 et des avions de chasse furtifs Raptor F-22.

« ... L'encre de l'historique Déclaration du 27 avril n'était pas encore sèche que les autorités sud-coréennes et les États-Unis débutaient cet exercice de guerre contre la RPDC, réagissant à tous les efforts en faveur de la paix et aux bonnes intentions exprimées par la RPDC...a écrit le 16 mai l'Agence centrale de presse coréenne (KCNA). « Cela a suscité beaucoup de préoccupations et de déception parmi nos compatriotes et la communauté internationale qui veulent que la déclaration soit mise en œuvre », a-t-elle dit.

Elle a spécifiquement dénoncé l'utilisation d'actifs stratégiques nucléaires dans les exercices, ce qui souligne que la dénucléarisation est une voie à double sens, et non une voie à sens unique comme le suggèrent les États-Unis. La menace que cela représente pour la sécurité de la RPDC et la paix dans la péninsule coréenne est évidente.

Ces exercices de guerre ont ensuite été jumelés aux conditions préalables mises de l'avant par les États-Unis sur les négociations avec la RPDC, sous la forme d'exigences qu'elle doit unilatéralement se dénucléariser.

Ces provocations ne sont pas de nature à résoudre les problèmes sur la péninsule coréenne. Ils perpétuent les tensions et les dangers de guerre. Ces provocations visent à saboter toute possibilité de paix sur la péninsule coréenne et d'accuser la RPDC d'être intransigente.

Avec ces exercices de guerre qui ciblent la RPDC, la RPDC a été contrainte de reporter les pourparlers intercoréens prévus pour le 16 mai. Elle a également averti que les exercices de guerre agressifs compromettent également le sommet du 12 juin.

« L'historique Déclaration de Panmunjom ne peut pas être mise en œuvre par les efforts d'une seule partie et elle peut donner de bons résultats seulement si les deux parties créent des conditions et un climat favorables en unissant leurs efforts », a écrit le 16 mai KCNA.

« Nous n'avons d'autre choix que de suspendre les pourparlers nord-sud de haut niveau qui devaient se tenir le 16 mai [...]. Les États-Unis vont devoir repenser sérieusement à ce qui va advenir de l'important sommet RPDC/États-Unis compte tenu de ce vacarme militaire provocateur dirigé contre la RPDC de concert avec les autorités sud-coréennes », a ajouté KCNA.

A maintes reprises, la RPDC a été obligée de se retirer des négociations sur la paix ou sur le nucléaire lorsque les autorités américaines et/ou sud-coréennes ont organisé des provocations

similaires qui montraient clairement que leurs objectifs n'étaient pas la paix et que la RPDC n'avait pas d'interlocuteur consentant durant les discussions. Il reste à voir si la Corée du sud et les États-Unis vont faire marche arrière et se montrer à la hauteur.

La politique de provocation est rejetée par les peuples du monde qui ont accueilli la Déclaration de Panmunjom avec une grande joie et veulent que les États-Unis signent un traité de paix avec la RPDC pour mettre fin à la guerre de Corée et arrêtent d'utiliser la péninsule coréenne pour leur quête d'hégémonie dans la région pour entraîner la Chine et la Russie dans leur objectif de guerre.

Les peuples du monde détestent la politique de provocation que mènent les États-Unis dans la péninsule coréenne et ils détestent le bellicisme des médias impérialistes et de pays comme le Canada et d'autres qui ont été des belligérants dans la Guerre de Corée et suivent aujourd'hui la direction des impérialistes américains et agissent sous leur commandement.

Les peuples du monde veulent que les États-Unis se comportent bien et mettent fin à ce comportement non diplomatique voyou et provocateur qui ne fait que soulever des tensions et détruit tout effort de trouver des solutions pacifiques aux problèmes qui existent. Les peuples du monde veulent que les États-Unis démontrent par leurs gestes à la face du monde qu'ils sont sincères dans leur désir de paix dans la péninsule coréenne. Une paix juste dans la péninsule coréenne va se réaliser parce que la nation coréenne tout entière désire sa réunification et la paix dans la péninsule coréenne. La fin de la guerre de Corée au moyen d'un traité de paix va sauver le peuple coréen et les peuples des pays de la région de même que l'humanité pour qui la question de la Corée est centrale à la cause de la paix mondiale. Cela va aussi mettre fin aux inquiétudes, aux souffrances et à la possibilité d'autres épreuves.

Le Marxiste-Léniniste appelle les peuples épris de justice du Canada et du monde à appuyer la juste position de la RPDC en demandant la fin immédiate des exercices de guerre États-Unis/Corée du sud Max Thunder et à intensifier leur vigilance contre tout geste des fauteurs de guerre impérialistes américains et de leurs alliés visant à saboter les perspectives réelles de paix dans la péninsule coréenne.

---

## **La RPDC rejette le modèle américain de dénucléarisation unilatérale**

Les États-Unis tentent une fois de plus de définir la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne selon leur vision anticomuniste de guerre froide. Selon celle-ci, leurs armes nucléaires ne doivent pas être considérées comme la principale menace pour la paix et la raison pour laquelle la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a recours à la dissuasion nucléaire. De cette manière, les États-Unis cherchent à se dégager de leur propre responsabilité de dénucléariser la péninsule coréenne et à criminaliser la RPDC, mettant ainsi en péril les progrès réalisés pour la réunification de la Corée et la normalisation des rapports RPDC - États-Unis.

Le premier vice-ministre des Affaires étrangères de la RPDC, Kim Kye Gwan, a expliqué le 16 mai 2018 la position de la RPDC sur les tentatives américaines d'imposer ses objectifs hégémoniques à la Corée en utilisant la question de la dénucléarisation. Kim Kye Gwan a souligné que les hauts fonctionnaires de la Maison-Blanche et du Département d'État, notamment le conseiller de la sécurité nationale, John Bolton, cherchent à imposer un mode d'abandon nucléaire à la libyenne, une « dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible », une «



suppression complète du nucléaire, du missile et de l'arme biochimique », et que si la RPDC abandonne d'abord sa dissuasion nucléaire, les États-Unis la compenseront par la suite. Ce n'est pas un dialogue, a indiqué Kim Kye Gwan, et la RPDC n'a pas l'intention de subir le même sort que la Libye et l'Irak.



**Les activistes anti-guerre appellent à la dénucléarisation bilatérale de la péninsule coréenne, lors de la visite à Séoul du secrétaire américain à la Défense James Mattis, le 28 octobre 2017.**

Kim Kye Gwan affirme que la RPDC a « déjà manifesté sa volonté de dénucléarisation de la péninsule coréenne, et déclaré plusieurs fois qu'à cette fin, il faut avant tout mettre un terme à la politique d'hostilité et à la menace nucléaire des États-Unis contre notre République.

« Maintenant, les États-Unis voient dans notre magnanimité et la générosité de nos mesures un signe de faiblesse qu'ils tentent de présenter comme étant le résultat de leurs sanctions et de leurs pression.

Quant à l'affirmation selon laquelle les États-Unis offriraient une compensation et un bienfait économiques à la RPDC comme incitatif à renoncer à son programme nucléaire, plutôt que le processus de « suspension double » ou étape par étape qui garantit que les États-Unis contribuent eux aussi à la dénucléarisation de la péninsule coréenne, Kim Kye Gwan souligne que « Nous n'avons jamais compté sur eux pour l'édification économique. À l'avenir aussi, nous ne le ferons jamais. » L'énorme croissance économique et le développement, ainsi que le processus scientifique et technologique observé en RPDC malgré les sévères sanctions américaines à son encontre viennent le confirmer.

Kim Kye Gwan a conclu en disant :

« Si le Président Trump suit la voie tracée par ses prédécesseurs, il connaît un échec encore plus terrible, lui qui prétendait vouloir réussir là où les autres avaient échoué.

« Si l'administration Trump s'engage dans lesdits pourparlers au sommet avec sincérité pour améliorer les relations coréo-américaines, elle bénéficiera naturellement de notre soutien. Toutefois, si elle cherche uniquement à nous imposer un abandon nucléaire unilatéral en nous poussant dans un coin, nous ne nous intéresserons plus à un tel dialogue et nous serons obligés de reconsidérer notre acceptation du prochain sommet coréo-américain. »

(KCNA)

# **La finalisation des négociations entre la Corée du nord et les États-Unis avant le sommet**

**- Lee Je-hun -**

**Bolton dit : « plus vite ils dénucléariseront »,  
plus vite la Corée du nord obtiendra ce qu'elle veut**

L'approche de la dénucléarisation de la Corée du nord décrite par John Bolton, conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche, dans une interview accordée à ABC le 13 mai, implique essentiellement une dénucléarisation complète et rapide et la remise des armes nucléaires aux États-Unis.

Bolton a expliqué que la CVID (c'est-à-dire, la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible) signifie se débarrasser des armes nucléaires, les démanteler et les transporter à Oak Ridge, dans le Tennessee.

Tandis que la proposition de Bolton pour expédier des dispositifs nucléaires à Oak Ridge est largement considérée dans la presse nationale et internationale comme étant identique à la solution libyenne que la Corée du nord a rejetée, elle est en fait différente. Alors que l'installation nucléaire de Oak Ridge a disposé des 16 kg d'uranium hautement enrichi et des centrifugeuses pendant le processus de déclassement de la capacité nucléaire de la Libye entre 2003 et 2006, c'est aussi le lieu où ont été désassemblées les armes nucléaires lorsque l'Ukraine, le Bélarus et le Kazakhstan ont démantelé leurs programmes nucléaires après la chute de l'Union soviétique au début des années 1990.

Le problème n'est pas en soi l'idée de transférer les composants d'armes nucléaires de la Corée du nord à Oak Ridge. Les réactions de Pyongyang au cours du processus de « dénucléarisation complète » pourraient varier en fonction du calendrier et de la séquence du déménagement et de l'abandon des armes nucléaires et des mesures correspondantes de Washington. Dans une entrevue, Bolton a déclaré : « Plus vite ils dénucléariseront, plus vite [ce qu'ils veulent] viendra », qualifiant la situation de question de détermination stratégique de la part de la Corée du nord.

Un haut responsable des affaires étrangères et de la sécurité nationale, qui connaît bien le processus de négociation entre la Corée du nord et les États-Unis, a expliqué : « Ce que dit Bolton, c'est que les États-Unis veulent avant toute inspection ou vérification des installations nucléaires nord-coréennes, c'est le démantèlement et l'abandon des ogives nucléaires nord-coréennes et des ICBM qu'ils considèrent comme une menace majeure pour la sécurité. »

« Bolton est fondamentalement le premier à suggérer ouvertement le genre d'approche 'big deal' ou 'big bang' dont les États-Unis ont parlé dans leurs négociations en coulisse avec la Corée du nord », a indiqué la source.

## **Les États-Unis plaident pour l'inversion du processus normal de dénucléarisation**

Cela signifierait qu'il défend quelque chose qui est dans l'ordre inverse du processus typique de dénucléarisation, qui part du gel, passe par la transmission d'information, les inspections et la vérification, et se termine par l'abandon définitif des armes nucléaires.

C'est également très éloigné de l'approche historique de la Corée du nord. Dans une déclaration du porte-parole du gouvernement le 6 juillet 2016, la Corée du nord a déclaré que « la

dénucléarisation que nous réclamons englobe la dénucléarisation de toute la péninsule coréenne, l'abandon des capacités nucléaires sud-coréennes et la dénucléarisation de la Corée du sud.

Plus fondamentalement, c'est très différent de la solution décrite par le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un depuis que le sommet entre la Corée du nord et les États-Unis est en pleine préparation. Lors de sa rencontre du 7 au 8 mai à Dalian avec le président chinois Xi Jinping, Kim a déclaré que la Corée du nord « n'aurait pas besoin de posséder des capacités nucléaires si les politiques hostiles et la menace à la sécurité étaient éliminées ».

Il a également décrit une méthodologie qui incluait l'instauration d'une confiance mutuelle grâce au dialogue entre la Corée du nord et les États-Unis, la mise en oeuvre de mesures progressives et simultanées et la poursuite d'un processus de résolution politique global.

Dans la Déclaration de Panmunjom avec le président sud-coréen Moon Jae-in après leur sommet du 27 avril, Kim a promis une « dénucléarisation complète » et une « péninsule coréenne dénucléarisée », mais les a indiquées comme une sous-catégorie (point IV) de l'article 3 sur la fin du régime d'armistice et l'établissement d'une paix durable dans la péninsule coréenne.

### **Pyongyang veut la prospérité en échange de la dénucléarisation**

L'approche est globale et réciproque. Dans la déclaration du porte-parole du gouvernement de juillet 2016, Pyongyang condense ses revendications en cinq points : 1) divulgation des armes nucléaires américaines présentes en Corée du sud, 2) retrait et vérification des armes et des bases nucléaires américaines en Corée du sud, 3) interdiction du déploiement des capacités nucléaires stratégiques américaines dans et autour de la péninsule coréenne, 4) engagement à ne pas utiliser d'armes nucléaires contre la Corée du nord et 5) « déclarer » le retrait des troupes américaines.

Ces derniers ont ensuite été adaptés et développés par le nord lors des récentes réunions préliminaires avec les États-Unis, notamment le retrait des capacités nucléaires stratégiques américaines de la Corée du sud, l'arrêt du déploiement des ressources nucléaires stratégiques lors des exercices conjoints Corée du sud-États-Unis, le remplacement des accords d'armistice par un accord de paix et l'établissement des relations diplomatiques entre la Corée du nord et les États-Unis.

Malgré ces différences superficielles, les experts disent qu'il n'y avait aucune raison d'être trop pessimiste, étant donné qu'il restait un mois de négociation avant le sommet entre la Corée du nord et les États-Unis.

« La Corée du nord et les États-Unis sont parvenus à un consensus sur les objectifs ultimes de la « dénucléarisation » et de la « paix et prospérité », a déclaré Kim Yeon-cheol, directeur de l'Institut coréen pour l'unification nationale.

« Le problème est la méthode d'échange, chaque partie propose des échanges qu'elle veut voir réalisés », a ajouté Kim.

Un ancien haut fonctionnaire a conclu : « S'ils veulent une dénucléarisation rapide et complète de la Corée du nord, les États-Unis devront prendre une décision stratégique correspondante pour atteindre des résultats ».

Dans le même ordre d'idées, l'ancien ministre de l'Unification, Lee Jong-seok, a offert des prédictions optimistes.

« Kim Jong-un veut accélérer les choses tout comme lui [le président des États-Unis]. Il y a une chance qu'il puisse divulguer le nombre d'armes ou d'installations nucléaires et/ou une liste d'ICBM pendant ou juste après le sommet [Corée du nord-États-Unis] afin de faire des progrès



rapides avec la dénucléarisation », a dit Lee.

*Lee Je-hun est rédacteur en chef du quotidien Hankyoreh à Séoul. Traduit de l'anglais par LML.*

---

## **La RPDC démantèle un site d'essais d'armes nucléaires à Punggye-ri**

Conformément aux décisions de la Déclaration de Panmunjom signée entre Kim Jong Un, président de la Commission des affaires de l'État de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et Moon Jae-in, président de la République de Corée (RDC) le 27 avril 2018, le ministère des Affaires étrangères de la RPDC a annoncé le 12 mai que la RPDC prendrait « des mesures techniques pour démanteler le site d'essai nucléaire nord de la RPDC afin d'assurer la transparence dans la cessation d'essai nucléaire ».

Il a déclaré que le site d'essai nucléaire souterrain du Punggye-ri sera fermé et que les médias internationaux de la Russie, de la Chine, des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Corée du sud seront invités, les 23 et 25 mai, transportés par avion, logés et emmenés sur le site afin de pouvoir rendre compte de l'événement.

La RPDC fera venir des journalistes par avion entre Beijing et Wonsan, d'où ils prendront le train pour le site d'essai souterrain de Punggye-ri.

La déclaration du ministère des Affaires étrangères indique que le démantèlement du site d'essai nucléaire se fera dans l'ordre suivant :

1. Utilisation d'explosifs pour faire exploser tous les tunnels souterrains
2. Blocage complet de toutes les entrées
3. Enlèvement de toutes les installations d'observation, des instituts de recherche et des structures d'unités de garde au sol
4. Les gardes et les chercheurs seront retirés du site et des environs
5. Le terrain d'essai sera complètement fermé.

La déclaration du ministère des Affaires étrangères de la RPDC mentionne également que « la RPDC favorisera également à l'avenir des contacts et un dialogue étroits avec les pays voisins et la société internationale afin de sauvegarder la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne et dans le monde entier. »

Cette annonce de la RPDC a été accueillie positivement dans le monde entier.

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a noté que l'annonce de la RPDC était une « mesure de confiance » importante qui soutiendra les efforts en faveur d'une paix durable et d'une dénucléarisation vérifiable de la péninsule coréenne.

« Les mesures prises par la RPDC démontrent sa bonne volonté de faire progresser la dénucléarisation de la péninsule et établir une confiance mutuelle avec les parties liées », a noté le ministère chinois des Affaires étrangères.

## **Les exercices de combat aérien Max Thunder ciblant la RPDC augmentent les tensions dans la péninsule coréenne**

Le 11 mai, les États-Unis, en collaboration avec les forces armées sud-coréennes sous leur commandement, ont lancé les exercices militaires de combat aérien Max Thunder qui se poursuivent jusqu'au 25 mai. Sous prétexte qu'il s'agit d'exercices annuels, les États-Unis camouflent qu'ils sont dirigés contre la RPDC et mobilisent des actifs nucléaires. Ils constituent une menace pour la RPDC à un moment où des progrès ont été accomplis pour résoudre les problèmes qui existent dans la péninsule coréenne sur une base pacifique.

Ces exercices annuels font partie des exercices militaires conjoints menés en vertu des dispositions du prétendu Traité de défense mutuelle que les États-Unis ont forcé leur gouvernement fantoche de la République de Corée à signer après la fin de la guerre de Corée en 1953. Le traité lui-même violait l'accord d'armistice coréen du 27 juillet 1953 qui exigeait que les États-Unis signent un traité de paix avec la République populaire démocratique de Corée (RPDC) le plus tôt possible pour mettre fin officiellement à la guerre et retirer leurs troupes de la péninsule.

Le caractère menaçant de ces exercices, qui sont organisés depuis 2009, est illustré par le fait qu'ils mobilisent cette année 100 avions, dont huit avions de chasse furtifs américains Raptor F-22 qui prennent part à ces exercices pour la première fois, de même que des bombardiers stratégiques B-52 stationnés sur l'île de Guam dans le Pacifique.



Selon le Pentagone, ce sont des « exercices de défense » - « faisant partie de la routine de l'Alliance RDC-États-Unis, un programme d'entraînement annuel pour maintenir une base de préparation militaire. »

Le 15 mai, l'Agence centrale de presse coréenne (KCNA) de la RPDC notait : « Cet exercice, qui nous cible à travers la Corée du sud, est un défi flagrant à la Déclaration de Panmunjom et une provocation militaire intentionnelle allant à l'encontre des développements dans la péninsule coréenne. »

La déclaration de Panmunjom a clairement placé la question de la dénucléarisation conjointe de la RPDC et des États-Unis à l'ordre du jour des prochains pourparlers de paix. Pourtant, les États-Unis utilisent ces exercices de guerre pour introduire divers atouts stratégiques nucléaires dans la péninsule coréenne, dont le bombardier nucléaire stratégique B-52 et les chasseurs furtifs F-22 Raptor, souligne KCNA dans un autre commentaire.

En raison de ces exercices, en plus d'annuler sa réunion avec le gouvernement de la République de Corée (RDC) le 16 mai, la RPDC a également averti les États-Unis de « délibérer soigneusement sur le sort » du sommet entre le président américain Donald Trump et le dirigeant de la RPDC Kim Jong Un, prévu pour le 12 juin à Singapour.

Ces exercices militaires annuels sont payés par le peuple de la République de Corée, comme c'est le cas des dépenses liées au personnel militaire américain dans les bases de la République de Corée et des États-Unis. Les exercices militaires entre la Corée du sud et les États-Unis visent à saboter les efforts sincères des gouvernements de la RPDC et de la RDC pour résoudre pacifiquement le problème de la division de leur nation et établir la paix dans la péninsule coréenne. Le Canada n'a pas jugé bon de condamner les exercices de guerre Max Thunder qui comprennent des actifs nucléaires. Il continue de répandre la désinformation impérialiste américaine pour soutenir les États-Unis qui luttent pour l'hégémonie dans la région.

(Sources : KCNA, Pentagone et agences de nouvelles américaines et chinoises)



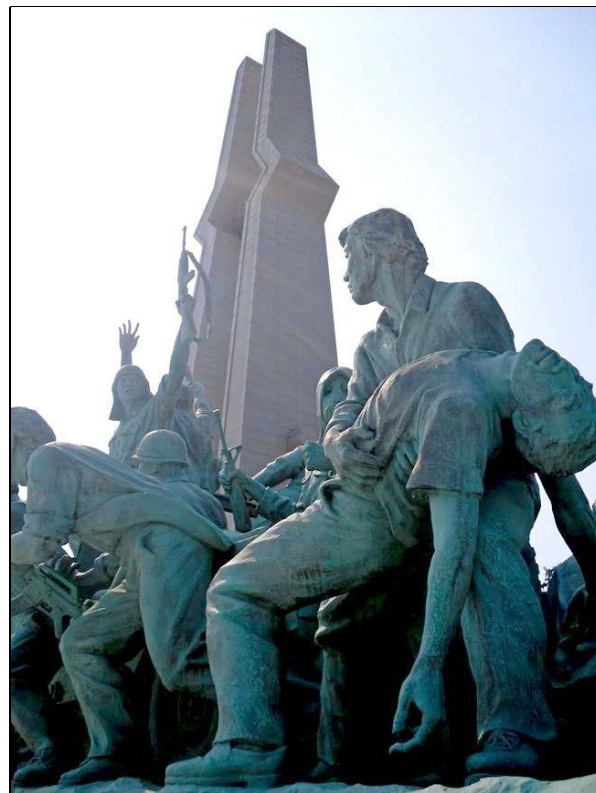
---

## Trente-huitième anniversaire du soulèvement populaire de Gwangju



**Les manifestants contre la dictature militaire du général Chun Doo-hwan se rassemblent devant une fontaine devant le bâtiment du gouvernement provincial de la province du Jeolla du Sud à Gwangju, le 18 mai 1980, au lendemain de la déclaration de la loi martiale. (Fondation commémorative du 18 mai)**

Le 18 mai est le trentième-huitième anniversaire de l'héroïque soulèvement populaire de Gwangju qui s'est déroulé dans la ville de Gwangju en Corée du sud du 18 au 28 mai 1980. Le soulèvement populaire de Gwangju a été une action révolutionnaire d'opposition à la dictature militaire brutale du général Chun Doo-hwan. Il avait été placé au pouvoir par un coup d'État militaire orchestré par les États-Unis qui avait renversé le gouvernement du président Choi Kyu-hah et imposé la loi martiale en Corée du sud en mai 1980.



**Mémorial aux victimes du soulèvement populaire de Gwangju.**

Cet anniversaire important est commémoré en Corée et dans d'autres pays car il a marqué le début de la fin en Corée du sud des dictatures militaires soutenues par les États-Unis, qui ont débuté avec la dictature de Park Chung-hee en 1961. Il a exprimé l'opposition du peuple à la dictature militaire brutale du général Chun Doo-hwan. Tous ces régimes ont été mis en place pour maintenir la division de la Corée imposée par les États-Unis, de manière à bloquer l'aspiration du peuple à l'indépendance et empêcher le peuple d'aller vers le communisme à cause du grand prestige des forces communistes dirigées par Kim Il Sung et la République populaire démocratique de Corée (RPDC) dans le maintien de la dignité et de la souveraineté de la nation coréenne.

Le soulèvement populaire de Gwangju vit aujourd'hui dans la détermination du peuple coréen de se débarrasser une fois pour toutes des forces d'occupation et l'ingérence économique dans leurs affaires, qui trouve également son expression dans les derniers développements des relations intercoréennes et le soutien aux pourparlers de paix entre la RPDC et les États-Unis.

Les grands sacrifices du peuple coréen dans sa lutte pour la démocratie et l'indépendance et les crimes terribles qui ont été commis contre lui à Gwangju et dans d'autres lieux sont de plus en plus mis en lumière. L'administration Moon Jae-in qui est arrivée au pouvoir en mai 2017 portée par le rejet par le peuple de la corruption de l'administration de Park Geun-hye et de sa soumission aux intérêts privés et américains, a officiellement commencé à commémorer le soulèvement de Gwangju et a promis de mener une enquête sur les crimes commis contre les habitants de Gwangju.

À propos du soulèvement de Gwangju Le soulèvement de Gwangju a été lancé par les manifestations des étudiants au matin du 18 mai qui défiaient le décret militaire qui ordonnait la fermeture des universités et la répression de toute dissidence politique. Les forces policières ont été incapables de contenir la résistance organisée des gens de Gwangju et on a alors fait appel à des unités spéciales. Les unités spéciales ont eu recours aux gaz lacrymogènes, aux matraques et aux balles de caoutchouc mais les travailleurs, les petits commerçants et les parents sont



descendus dans la rue pour défendre leurs enfants. Les militaires ont le feu, faisant 200 morts et des centaines de blessés.



**Marche des étudiants à l'université de Chonnam, le 18 mai 1980**

Le 20 mai, l'armée sud-coréenne a envoyé 3 000 parachutistes supplémentaires qui ont mené une vaste campagne de violence et de terreur pour tenter de soumettre le peuple. Les commandos des forces spéciales ont frappé les gens avec des bâtons, les ont poignardés et mutilés à la baïonnette et en ont tué plusieurs en les jetant du haut des édifices. Les soldats ont utilisé des gaz lacrymogènes et des balles réelles, tirant aveuglément sur les foules. Vingt étudiantes ont été abattues à l'école secondaire centrale de Gwangju. Les chauffeurs de taxi et les ambulanciers qui tentaient d'aider les blessés et les mutilés en les emmenant à l'hôpital ont été abattus à vue. Une centaine d'étudiants qui s'étaient abrités dans le centre catholique ont été massacrés. Ceux qui étaient capturés étaient souvent exécutés sommairement.

Le 21 mai, les manifestants de Gwangju ont pénétré dans les commissariats de police et saisi des armes et des munitions pour se défendre. La police locale de Gwangju a refusé d'aider l'armée et des officiers locaux ont été battus jusqu'à l'évanouissement par des soldats pour avoir tenté d'aider le peuple.

Des batailles rangées ont eu lieu entre les citoyens armés et les forces militaires et, le 22 mai, l'armée a dû retraiter entièrement de Gwangju.

Les cinq jours qui suivirent ont été sans pareil dans l'histoire de la Corée du sud. Les résidents se sont regroupés en comités de citoyens pour assurer le bien-être et la sécurité de tous. Les comités se sont chargés de la distribution de la nourriture, des soins médicaux et du transport en commun et ont organisé des discussions politiques vivantes où les gens se rassemblaient pour discuter de leur avenir et de leur opposition à l'occupation américaine et à la dictature militaire.

Le 24 mai, plus de 15 000 personnes ont pris part à un service funèbre à la mémoire de ceux qui avaient été tués par les unités spéciales au début du soulèvement. Le 25 mai, près de 50 000 personnes réunies à Gwangju ont adopté une résolution exigeant l'abolition de la Loi martiale et la libération de Kim Dae Jung. [1]

Le gouvernement américain de Jimmy Carter est intervenu peu après ces événements parce que le soulèvement de Gwangju menaçait les intérêts stratégiques des États-Unis dans la péninsule coréenne et en Asie. Les États-Unis ont ordonné au régime de Chun de faire venir des troupes de la zone démilitarisée (DMZ) qui sépare le nord et le sud pour réoccuper Gwangju. À 3 h 30 le 27 mai, l'armée s'est lancée à l'assaut de Gwangju dans le cadre de l'« Opération vacances splendides ». La population de Gwangju résista vaillamment à cet acte de terreur d'État.



**Les participants au soulèvement s'arment contre les attaques de l'armée.**

Des milliers de civils furent tués et près de 15 000 personnes furent blessées dans la bataille. Plus de 1500 personnes furent faites prisonnières et plusieurs d'entre elles furent torturées. Sept personnes furent exécutées et 14 condamnées à vie pour s'être opposées à la dictature militaire appuyée par les États-Unis et pour avoir revendiqué leurs droits.



**Les familles en deuil pleurent les membres de leur famille qui ont été tués lors du soulèvement, mai 1980.**



## Note

1. Kim Dae Jung, qui est décédé en août 2009, était à l'époque un prisonnier politique bien connu. Il est devenu plus tard le 8e président de la République de Corée et il a joué un rôle important dans l'établissement du dialogue nord-sud pour la réunification. Avec le dirigeant de la République démocratique populaire de Corée (RPDC) Kim Jong Il, il a été le cosignataire de l'historique Déclaration conjointe nord-sud du 15 Juin 2000 qui a inauguré une nouvelle période dans la lutte pour la réunification de la Corée.

(Sources : LML, Hankyoreh)



---

## Calendrier d'événements



**SIGNATURE DE LA PÉTITION ET PIQUETS D'INFORMATION**



---

## Élections générales de 2018 au Mexique

### Sale guerre et préoccupations populaires, face-à-face

- Claude Brunelle -

Le premier juillet prochain se tiendront des élections générales au Mexique. Au total 3400 postes électifs devront être comblés. Cela comprend l'élection du président, de 128 sénateurs dont 96 par vote direct et 32 par liste proportionnelle, de 500 députés dont 300 par vote direct et 200 par liste proportionnelle. Neuf États éliront leur gouverneur, les 2,762 postes restants représentent les maires et conseillers des villes et villages de toute la république mexicaine. Plus de 17 000 candidats se présentent à cette élection. Ce nombre record de postes à combler et la conjoncture historique particulière rendent cette élection très importante.



**Le candidat à la présidence de l'alliance d'ALMO, Andrés Manuel Lopez Obrador, prend la parole lors d'un rassemblement.**

Les élections générales de cette année se tiennent dans un contexte politique, économique et social des plus difficiles pour le peuple mexicain. Plus de 60 % de la population de la république vit sous le seuil de la pauvreté. Le niveau d'insécurité est à son comble avec plus de 200 000 morts au cours des douze dernières années, des milliers de personnes disparues et des agressions en nombre encore plus grand. Selon les agences de défense des droits humains, chaque minute, 11,7 femmes sont victimes d'agressions, de violence ou de tentatives d'assassinat et sept d'entre elles en meurent chaque jour. La jeunesse n'est pas épargnée, avec des milliers de disparitions et d'assassinats dans les zones régionales les plus politisées du pays. Les groupes de criminels organisés et les cartels criminels liés à l'État mexicain ne cessent d'augmenter.

Alors que le PIB a augmenté de 2,1 %, les salaires ont baissé de 3,5 %. Le niveau d'impunité en ce qui concerne tous les types de crimes dans le pays est de 98 %. Le niveau d'intégration à l'économie des États-Unis est à son niveau le plus élevé. Le Mexique, premier producteur de maïs, est devenu importateur de maïs des États-Unis, et il en va de même pour les haricots. Les « réformes » énergétiques du président actuel Peña Nieto ont permis la privatisation du pétrole et fait en sorte que les grands monopoles comme British Petroleum ont maintenant pignon sur rue dans le pays. Le litre d'essence se vend pratiquement le même prix qu'à Montréal. De pays producteur de pétrole, le Mexique est devenu pays importateur de pétrole et de gaz raffiné.

Depuis le début de la précampagne électorale, la présidence mexicaine a reçu la visite de l'ancien secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, Rex Tillerson, et de la secrétaire américaine actuelle à la sécurité intérieure, Kirsten Nielsen.

Bien que chaque rencontre avec de hauts représentants mexicains se soit tenue derrière des portes closes, les déclarations respectives des deux paliers de gouvernement ont fait état de la détermination à poursuivre la collaboration entre les deux pays sur la question de la sécurité et de l'immigration. Toutes les agences d'espionnage des États-Unis ont pignon sur rue dans le centre-ville de la capitale mexicaine. Des bases militaires américaines clandestines existent dans plusieurs États de la république. Des milliers de Mexicains sont déportés chaque année des États-Unis vers le Mexique. Le commerce d'armes et de drogue de part et d'autre de la frontière est contrôlé par les agences américaines qui utilisent le prétexte de la lutte à l'immigration illégale pour justifier l'impunité. Le président Trump a récemment déployé la garde nationale à la frontière mexicaine.

Compte tenu de tout cela, comment pourrait-on être surpris de la grande préoccupation des États-Unis et des oligopoles qu'ils servent pour le résultat des élections mexicaines ?

Face à cette situation, des milliers de Mexicains résistent, luttent et manifestent chaque jour afin



d'exiger le respect de leur droit comme êtres humains de vivre en sécurité et dans des conditions économiques qui leur permettent de vivre dignement.

La préoccupation du peuple mexicain dans ces élections est de chercher à élire ceux qui pourraient permettre de provoquer une brisure dans le système d'impunité, de corruption, de privatisation et d'intégration aux intérêts impérialistes étasuniens. Dans ce contexte, le peuple subit les plus grandes pressions possibles pour qu'il ne puisse pas se concentrer sur ses véritables intérêts.

Il est de pratique courante que les différents partis des riches déploient tout un arsenal de méthodes pour acheter le vote des citoyens mexicains. Cela va du simple panier de provisions aux matériaux de construction en passant par l'intimidation jusqu'aux assassinats. Devant l'intérêt grandissant du peuple mexicain pour élire l'Alliance d'AMLO à la présidence de la république et Lopez Obrador président, le cartel des partis des riches ne cesse de multiplier les publicités, annonces, déclarations et vidéos remplis de mensonges afin de créer une psychose de peur parmi le peuple mexicain pour qu'il ne vote pas pour AMLO. À chaque jour de la campagne électorale, le peuple est soumis à une multitude de messages contradictoires de la part des quatre candidats à la présidence contre AMLO et Lopez Obrador. Dans le cadre de ce système, cela devient un défi pour le peuple de réfléchir calmement à qui serait le mieux placé pour servir ses intérêts.

Cette situation est créée afin d'effectuer une pression énorme sur les travailleurs et le peuple mexicain sur leur décision pour qui voter le premier juillet. Selon les informations des agences de nouvelles contrôlées par les médias monopolisés, la lutte se ferait entre d'une part les alliances du PRI, du PAN et du candidat indépendant, et d'autre part d'AMLO. Pourquoi cette hystérie et cette préoccupation vis-à-vis l'élection possible de AMLO à la présidence de la république ?

Les deux alliances du PRI et du PAN, avec le candidat indépendant, concentrent toutes leurs actions contre la possible élection d'AMLO comme président de la République. AMLO présente un projet d'édification nationale qui priorise le développement de l'économie nationale et l'opposition à la privatisation des services publics. Cela n'en fait pas un projet révolutionnaire. Son projet ne s'oppose pas au système capitaliste ou aux investissements étrangers. Sa thèse est que le projet peut assurer le développement de l'éducation, de la santé et la production de biens utiles au peuple chaque année.

Il semble qu'en ce moment l'intérêt général du peuple mexicain soit pour l'alliance Juntos Haremos historia d'AMLO. Selon les résultats récents des agences de sondage nationales ou internationales, le candidat à la présidence Andrés Manuel Obrador mène avec 46 % des intentions de vote ou 20 points d'avance sur son proche rival Ricardo Anaya qui suit avec 26 % et Jose Antonio Meade avec 20 % et El Bronco 2 %. Margarita Zavala qui vient de se retirer de la course était à 5 %. Ce pointage est demeuré le même depuis la précampagne, l'intercampagne et reste le même à un mois et demi du jour du scrutin. C'est la troisième fois qu'AMLO se présente à la présidence du pays. En 2006 et 2012, bien que tout indiquait qu'il gagnerait l'élection, un processus de fraude ne lui a pas permis de devenir président du pays. Ceci l'a mené à constituer son mouvement MORENA en parti politique, et à créer dans chaque ville et village de la République des constituantes du parti qui compte présentement quelque 2 millions de membres actifs.

Il ressort de la présente campagne une grande préoccupation du peuple mexicain pour l'avenir de sa nation et une détermination à trouver comment aller de l'avant. Une grande colère existe aussi parmi les travailleurs et l'ensemble du peuple envers les partis et les médias de communications parce qu'ils ne traitent pas de leurs préoccupations. Au contraire, ils continuent de lutter entre eux pour qui dira le plus grand mensonge sur l'autre ou qui fera le plus peur en criant le plus fort au sujet d'une apocalypse qui va se produire si le peuple ne se soumet pas aux intérêts des détenteurs du grand capital.

## Information

En tout, cinq candidats se présentent à la présidence de la république. Trois sont à la tête d'alliances, soit Andrés Manuel Lopez Obrador, AMLO, pour Junto Haremos Historia constitué de MORENA en alliance avec Partido del Trabajo (Mexico) et Encuentro Social ; Ricardo Anaya du Frente por el futuro, constitué du Partido Accion Nacional, PAN, en alliance avec Partido de la Revolución democrática PRD et du Movimiento Ciudadano ; Jose Antonio Meade pour Todos por Mexico constitué du Partido Revolucionario Institucional, PRI, (parti au pouvoir actuellement) en alliance avec Partido Verde Ecologista de Mexico PVEM, et Nueva Alianza PANAL ; un candidat se présente comme indépendant, Jaime Rodriguez Calderón, dit El Bronco, qui représente une section dissidente du PRI dans le nord-est du pays. Margarita Zavala, épouse de l'ex-président du PAN , Felipe Calderon, s'est retirée de la course.

Des 127 millions d'habitants que compte le Mexique, quelque 90 millions auront droit de vote le premier juillet. Plus de 30 % d'entre eux sont âgés entre 18 et 35 ans, ce qui fait de la jeunesse mexicaine un facteur clé de cette élection.



---

### 70e anniversaire de la Nakba

## Des manifestations partout dans le monde contre les crimes d'Israël et l'ouverture d'une ambassade illégale des États-Unis à Jérusalem



*LML* condamne la violence et les meurtres commis par l'État sioniste d'Israël contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza et la culture d'impunité entretenue par les impérialistes américains et leurs alliés, y compris le Canada. Les attaques criminelles de l'armée israélienne contre la population de la bande de Gaza à l'occasion de la Journée de la Nakba et contre les protestations pour dénoncer la décision de déménager l'ambassade des États-Unis à Jérusalem ont fait 60 morts et plus de 2 400 blessés dans une population sans défense. La décision du président des États-Unis, Donald Trump, de déménager l'ambassade des États-Unis à Jérusalem est en soi

une violation du fondement même de la résolution qui a autorisé Israël à devenir membre des Nations unies en 1949.

Une solution globale, juste et durable à la négation du droit du peuple palestinien à sa patrie est la responsabilité de la communauté internationale, mais celle-ci permet à Israël de rester membre de l'ONU malgré ses actes criminels. Le droit du peuple palestinien au retour et à un État souverain en vertu des frontières qui existaient avant 1967, ayant Jérusalem-Est comme capitale, est non négociable.

**Le 14 mai près de la frontière entre Gaza et Israël**



**Communiqué de presse de Palestine House  
- 14 mars 2018 -**

À la lumière du meurtre de 58 civils innocents et non armés de Gaza et des milliers de blessés suite aux manifestations contre l'occupation illégale qui se poursuit toujours après cinquante et un



ans sans lumière au bout du tunnel et des nombreux Palestiniens blessés ou tués au cours des activités des derniers jours, l'heure est venue de soulever la question : pourquoi notre gouvernement est-il silencieux ?

Nos représentants au parlement, les organisations de droits humains et nos compatriotes canadiens sont sourds et silencieux devant le massacre d'innocents dont le seul crime est de résister de façon pacifique aux forces d'occupation qui les ont emprisonnés et qui ont encerclé leurs terres et leur eau et les ont privés de nourriture, de médicaments et de ce dont ils ont besoin pour vivre.

Les Nations unies ont déclaré Gaza un endroit invivable où les densités démographiques sont parmi les plus élevées au monde et où il y a pénurie des nécessités de base et de droits. Le fait de présenter tous les citoyens de Gaza comme des membres de Hamas est un stratagème malhonnête qui vise à les déshumaniser et à justifier les massacres.

Nous appelons tous les Canadiens et en particulier les organisations qui prônent la justice et la paix à faire entendre leur voix pour dénoncer ces crimes de guerre humanitaires. Au point où nous en sommes, le silence n'est rien de moins que complicité avec ces crimes. Les vies palestiniennes comptent aussi.



## **Actions partout dans le monde en photos**

### **Canada**

#### **Halifax, Nouvelle-Écosse**





Montréal, 13 mai



Montréal, 14 mai







Toronto, 12 mai



Toronto, 18 mai





Windsor, 15 mai



Edmonton, 14 mai





Vancouver, 15 mai



Courtenay, Colombie-Britannique, 15 mai



Turquie

15 mai





[illegible]

**Sana'a, 15 mai**





## Pakistan



## Indonésie

Jakarta, 11 mai



## Afrique du Sud

Capetown, 15 mai







États-Unis

New York, 17 mai



Washington, 14 mai





Milwaukee, 14 mai



New Haven, 15 mai



Angleterre

Londres, 15 mai







Sheffield, 15 mai



Cambridge, 15 mai





## Irlande

Derry, Irlande, 14 mai



Derry, Irlande, 15 mai



Limerick, 15 mai





## France

Cannes, France, 15 mai (au Festival de Cannes)



Lyon le 14 mai



## Norvège

Oslo le 16 mai



## Italie

Rome le 14 mai



*(Photos: LML, Great Return March, Z. Woodford, Niks, Shehab News, Al Nakba 70, Rida, S. Wilkinson, Ireland Palestine Solidarity Campaign, Derry IPSC, Gaza Action Ireland, A-K Alkahlout)*



---

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**